

## ROYAUME DE BELGIQUE

### Briefing ouvert du Conseil de Sécurité sur l'accès équitable aux vaccins dans les contextes affectés par l'insécurité et le conflit

New York, 17 février 2021

---

Monsieur le Président,

Au cours des derniers mois, nous avons été témoins de besoins et de défis sans précédent. Au-delà des conséquences socio-économiques dramatiques de la crise COVID-19, cette crise a démontré à nouveau le prix à payer pour des services de santé publique sous-financés et sous-priorisés. Les campagnes de vaccination sont perturbées, mettant au moins 80M d'enfants en danger de maladies et de mort. De plus, la méfiance et la désinformation sapent l'efficacité de la réponse apportée et des campagnes de vaccinations lancés récemment. Nous assistons à des discours de haine, à de la stigmatisation et à des fausses nouvelles qui alimentent la violence contre les civils et les travailleurs de la santé. Les groupes armés profitent des vides laissés par la crise sanitaire pour étendre leur emprise sur les populations. La pandémie a mis en lumière les défis à relever dans le monde entier et a aggravé les inégalités, la fragilité et le coût humain des conflits.

Le vaccin contre le coronavirus doit être considéré comme **bien public global**. La Belgique est en faveur de **l'accès équitable aux vaccins pour tous, en soutenant la facilité COVAX**. Jusqu'à présent, l'Union européenne et ses États membres ont versé 853 millions d'euros, qui fait de l'Union européenne un des donateurs les plus importants de COVAX. La Belgique appui également directement COVAX pour un montant de 4 MEUR en 2021, contribuant ainsi à l'accès aux vaccins des 92 pays à revenus faible et intermédiaire participants à COVAX. En effet, COVAX est la seule initiative mondiale qui travaille avec les gouvernements et les fabricants pour s'assurer que les vaccins COVID-19 soient disponibles dans le monde entier, y compris dans les zones de conflit armé.

Et c'est dans ces situations de conflit en particulier, que le Conseil de Sécurité a un rôle important à jouer. L'accès aux vaccins ne pourrait jamais être considéré équitable tant que les populations civiles dans des zones de conflit en sont privées, pour des raisons mal conçues qui ne répondent qu'aux intérêts étroits des autorités ou des groupes armés au pouvoir. Il relève de la responsabilité du Conseil pour la protection de la paix et de la stabilité internationales qu'il garantisse l'accès aux populations civiles dans des zones de conflit ; qu'il garantisse la protection de travailleurs humanitaires et médicaux, tant contre les attaques physiques que les attaques de fausses nouvelles ; et qu'il mette à terme les attaques contre des

facilités sanitaires, comme on les a vues en Syrie, et contre les soins de santé en général.

Le Conseil pourrait appeler de nouveau à un cessez-le-feu mondial, comme il le faisait dans sa résolution 2532, ou il pourrait y accorder un autre suivi. Le Conseil pourrait autonomiser les missions de maintien de la paix de façon plus structurelle pour la distribution des vaccins, par l'adaptation de leurs mandats à une telle tâche. Le Conseil pourrait même imposer des mesures à l'encontre des acteurs qui cherchent à obstruer la livraison rapide et fiable des vaccins. Quoi qu'il soit, le Conseil ne devrait pas exclure la considération d'aucun moyen à sa disposition pour veiller sur le bien-être des populations civiles dans des zones de conflit armé.

Le monde actuel, fragilisé par la crise COVID, ne peut aujourd'hui se permettre des fractures géostratégiques. Il s'agit d'une crise à tous les niveaux de notre existence. C'est une crise sanitaire et humanitaire. C'est une crise économique, une crise sécuritaire, une crise de la faim, une crise de protection et une crise des droits humains. Pour lutter contre ces multiples crises, une réponse mondiale coordonnée est la seule façon d'avancer. Ces défis ne font que démontrer que nous devons agir davantage et ensemble. La Belgique se tient prête à assumer ses responsabilités à cette fin.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous partageons vos préoccupations concernant les implications de l'accès inéquitable au vaccin COVID-19 pour la stabilité et la paix mondiale déjà fragilisée.

Nous soutenons donc pleinement le **leadership du Secrétaire Général** et les autres initiatives pour faire face aux conséquences de la pandémie de la COVID-19. Comme l'a évoqué le Secrétaire général : le '**vaccinationalisme**' est toxique, car personne n'est en sécurité tant que le monde entier n'est pas en sécurité. La solidarité mondiale est égale à l'intérêt personnel. La Belgique est convaincu que la seule façon de combattre le virus et ses nouvelles souches est par la coopération multilatérale basée sur l'approche de "leave no one behind".